

## Le dilemme de la gauche européenne

Jean De Munck,  
(Professeur UCL)

Pas de doute possible : la gauche européenne se trouve en situation de crise grave. La raison majeure ? L'évolution de la place de l'Etat dans le processus de mondialisation. Le compromis entre capitalisme et Etat qui a caractérisé la période d'après-guerre est définitivement mort. Dans le capitalisme globalisé, on assiste à une érosion structurelle des ressources de l'Etat. Elle place les forces de gauche devant un choix entre deux stratégies insatisfaisantes.

### *La perte du pouvoir d'investissement de l'Etat*

Partons d'une évidence : l'avenir dépend de nos investissements présents. La gauche a pour vocation d'orienter les investissements collectifs vers les milieux sociaux les plus défavorisés, selon des choix qui corrigent ou complètent ceux des fonds privés. Cela nécessite un Etat capable d'investir selon des objectifs autres que ceux que sélectionne le marché.

Or depuis trente ans, l'Etat a perdu et continue de perdre une grande partie de sa capacité d'initiative. Certes, il dispose encore du monopole fiscal, source d'accumulation financière permettant en principe de poser des choix autonomes. Cependant, ce pouvoir n'est plus significatif pour deux raisons. D'abord, l'Etat s'est endetté de façon astronomique. En conséquence, il ne peut plus que se soumettre à des plans d'austérité décidés par ses créanciers. Ceux-ci se constituent donc en gouvernements privés, qui décident, de fait et de droit, des politiques des pays endettés. En second lieu, les accords européens, liés au redéploiement du capitalisme mondial, ont drastiquement limité la marge de manœuvre : les Etats ne peuvent plus intervenir directement sur les marchés sans encourir des poursuites pour distorsion de concurrence ; ils ne disposent plus du pouvoir de création monétaire ; ils ont accepté de placer leurs budgets sous haute surveillance.

L'Etat ne constitue donc plus un instrument d'investissements significatifs. Même quand Jean-Claude Juncker cherche à établir un fonds d'investissement public, il ne parvient à mettre en place qu'un dispositif complexe, qui peine à attirer des fonds importants. Cette situation n'inquiète pas la droite traditionnelle, favorable, par doctrine, aux gouvernements privés, fussent-ils déterritorialisés. En revanche, elle préoccupe la droite souverainiste, et désarçonne les partis de gauche.

### *Les deux options de la gauche*

Ceux-ci ont cependant une possibilité : tenter de s'allier avec les fonds privés globalisés pour attirer et orienter les investissements dans leurs territoires. C'est la première option, celle des Hollande, Macron, Gabriel, Renzi. Ceux-là savent que les gouvernements privés mondiaux menacent toujours de pratiquer la « grève de l'investissement » (comme dit Wolfgang Streeck) quand les conditions du profit ne sont pas garanties dans un pays. En conséquence, ils cherchent à assurer, par mille manœuvres de séduction, la présence d'objectifs publics dans les Conseils d'administration des

multinationales, quitte à faire rentrer celles-ci dans les centres de décision étatique. Même parée de louables intentions économiques, cette stratégie n'est pas dépourvue d'esprit de calcul. Ces élites menacées tiennent à leur petit strapontin dans la classe dirigeante mondiale. Que ne feraient-elles pas pour un carton d'invitation à Davos ?

Pourtant, cette option peut s'avérer mortelle. Cette gauche-là ne parvient plus à marquer sa différence avec la droite réformatrice. Elle s'enfoncé dans d'indéfendables compromis, comme on le voit dans la France de François Hollande. D'où une seconde possibilité: la réaffirmation d'objectifs en rupture radicale avec ceux des gouvernements privés. Contre la gauche de gouvernement, voilà le choix des mouvements sociaux, de la « Nuit debout » aux groupes alter-consommateurs.

Il s'agit alors de modifier en profondeur les logiques d'investissement social. D'abord, cette gauche activiste cherche à se débarrasser de l'obsession de la croissance à tout prix, à lutter contre les inégalités et à redéfinir radicalement la place du travail dans la société. En second lieu, elle veut modifier le rapport à l'environnement non par des mesures cosmétiques, mais par une ré-orientation radicale des investissements dans les transports, l'énergie, les services, l'agriculture, la santé. Elle oppose donc le temps choisi à la loi du marché, les circuits bio-courts à Monsanto et les transports publics à « Mon auto ». Face au blocage de l'Etat, elle est tentée de développer des espaces hors-système, hors-Etat, dans ce qu'on appelle le « tiers-secteur ». Mais en délaissant le pouvoir étatique, n'est-elle pas en train de régresser à une « Commune » un peu trop romantique pour être efficace, et du coup s'enfermer dans l'impuissance ?

La seconde gauche accuse la première de trahison, la première voit dans la seconde un rassemblement de bobos qui passent peut-être la nuit debout mais rêvent en plein jour. L'une se fraie un accès à des moyens essentiels, mais sa politique complaisante lui fait perdre la maîtrise des fins ; l'autre est très imaginative dans les finalités qu'elle poursuit, mais en recherche désespérément les moyens.

#### *Vieux dilemme, nouvelle situation*

On dira que ce dilemme n'est pas nouveau dans les rangs de la gauche. Il y a toujours eu une opposition entre des forces de compromis et des forces prônant une alternative radicale. La remarque n'est pas fautive, mais il faut reconnaître que par rapport aux débats qui ont marqué la société industrielle, une différence mérite d'être notée, qui modifie radicalement les données du problème. La centralité de l'Etat dans la régulation sociale n'avait jamais fait l'objet du moindre doute jusqu'aux années 1980. Réformistes ou révolutionnaires, socialistes ou communistes, tous s'accordaient sur l'idée que la société ne pouvait être transformée que par une maîtrise de l'appareil d'Etat. La mise en cause de cette idée a répondu à des arguments de fait et des arguments de droit qui, à partir des années 1980, se sont répandus comme une trainée de poudre.

En effet, au plan de la *réalité*, la souveraineté étatique nationale s'avère être, de plus en plus, une illusion. Pour deux raisons. La première tient à l'existence de réseaux étatiques enchevêtrés, aux géométries variables, qui prennent en charge à un niveau supra-étatique des fonctions classiques de l'Etat national, en ce y compris des fonctions régaliennes (défense, affaires « étrangères », monnaie, budget public). Dans ces réseaux transnationaux, il n'y a pas de grand « souverain » ; seuls comptent des rapports de force fluides, changeants, qui naissent de coalitions aléatoires entre des pseudo-souverains (pour s'en convaincre, il suffit de suivre dans le détail le déroulement d'un quelconque

Sommet européen). La deuxième tient à la grande autonomie de la société dite « civile ». L'Etat n'est pas la seule organisation œuvrant au sein de la société, ni même l'organisation des organisations. L'école, l'entreprise, la science, les églises, les réseaux sportifs, les médias, vivent de leur vie propre. Le pouvoir d'Etat a moins en moins de prise sur le fonctionnement de ces sphères décentrées.

Au plan des arguments *normatifs* aussi, la prévalence de l'Etat a été mise à mal. La charge est bien sûr venue, pour l'essentiel, de l'idéologie néo-libérale, qui a mis l'accent sur l'inefficience et la perte de liberté que génère l'emprise de l'Etat. Mais elle a aussi trouvé des appuis à gauche de l'échiquier politique. On a en effet de bonnes raisons de critiquer, sur le plan démocratique, ce que Weber appelait la « cage d'acier » de la bureaucratie. On peut légitimement douter de la possibilité de changer la société par décret, et se méfier des fonctionnaires-experts enclins à la planification plutôt qu'à la discussion. On peut craindre à juste titre le paternalisme d'Etat en matière sociale et éducative, et le passage très rapide du sentiment national, créateur de solidarité, au sentiment nationaliste, qui génère discriminations et exclusions.

Ce n'est donc pas uniquement pour des raisons de ressources insuffisantes que l'Etat réel a perdu sa centralité. Des raisons politiques et normatives accompagnent ce décentrement. Il ne faudrait pas en conclure que nous assistions à la disparition de l'Etat sous l'effet de la globalisation. La tendance centrale est plutôt de le priver de capacité d'initiative sociale et économique, tout en maintenant son rôle sécuritaire et policier. Sur le plan du monopole de la violence, l'Etat reste irremplaçable, même aux yeux du libéral le plus frénétique.

#### *De la critique des illusions à la perte de l'idéal*

Devenue post-nationale, qu'elle opte pour le parti du gouvernement ou se déploie dans des mouvements sociaux, la gauche européenne s'est dégagée des illusions de la souveraineté étatique. Ce faisant, on doit se demander si elle n'a pas jeté le bébé avec l'eau du bain. De la critique de *l'illusion* à l'abandon de *l'idéal* de souveraineté, le pas fut vite franchi. Or sans cet idéal, il n'y a pas de pratique démocratique de gauche, puisque la visée d'une société socialement et écologiquement juste suppose l'instauration d'un gouvernement souverain.

Le drame de la construction européenne ? Elle est née d'une critique, justifiée, de la souveraineté nationale. Mais les transferts de compétences vers l'Union ne furent pas, pour les peuples d'Europe, une manière de reconquérir une souveraineté à une échelle supérieure. Ils furent plutôt le moyen d'acter juridiquement une perte sèche de liberté politique.

La gauche *de gouvernement* a donc entériné la critique de l'illusion étatique et nationale sans vigoureusement porter un nouvel idéal de souveraineté européenne. Quant à la gauche issue *des mouvements sociaux*, elle ne se préoccupe pas de la construction d'un Etat souverain. Anticipant un stade que Marx réservait à la société sans classes, elle rêve plutôt de vivre dans une société sans Etat et sans bureaucratie, renouant avec certaines versions utopistes du XIXe siècle.

#### *La réarticulation d'un projet de gauche est-elle possible ?*

Comment sortir de ce dilemme ? Impossible, à ce stade, d'esquisser un programme complet. Cependant, on peut sans se tromper relever deux conditions à la ré-articulation des fins et moyens d'une politique de gauche.

La première condition porte sur les finalités. La gauche n'a aucune chance de faire la différence si elle n'accepte pas de rentrer dans la logique imaginative de la deuxième voie. Oui, la rupture avec le productivisme et le consumérisme constitue, désormais, la condition *sine qua non* d'une politique de gauche. Cela suppose une transformation très radicale de l'imaginaire de la sociale-démocratie européenne. Contre toutes ses habitudes, il lui revient de mettre, au premier plan, un projet culturel. Le bonheur ne se réduit pas à la croissance, l'école doit être autonome et revalorisée, la liberté des styles de vie est plus souhaitable que le plein-emploi, la protection de la biodiversité est un impératif absolu : voilà quelques slogans d'une gauche renouvelée.

La deuxième condition porte sur les moyens. La première gauche a raison : un projet politique ne peut se réaliser en-dehors de l'Etat. Cependant, il faut bien reconnaître que l'appareil d'Etat n'est pas aujourd'hui fonctionnel pour une politique vraiment différente.

La gauche de gouvernement européenne a commis une erreur historique en acceptant les transformations institutionnelles néo-libérales des années 1980-1990. Elle a accepté sans broncher la dérégulation financière ; elle a voté pour la déconnexion de la Banque centrale européenne par rapport aux instances politiques démocratiques ; elle n'a pas créé de gouvernement économique de la zone euro, et n'a donné aucun pouvoir de contrôle au Parlement européen en la matière.

Elle redoublerait ces erreurs si elle en venait à penser que cette situation est irréversible. Contre l'orthodoxie économique prévalente, il est possible de reprendre la main sur la création monétaire et les règles des finances publiques. Cela supposerait que d'urgence, tous les partis de gauche européens, nouveaux (Podemos, Ecolo, Syriza) ou anciens (les partis socialistes), se mettent d'accord sur un agenda de refonte de l'Union européenne, donc sur un schéma de révision des Traités (en particulier : du gouvernement de l'euro). Objectif premier ? Rendre à l'Etat un pouvoir d'investissement indépendant des gouvernements privés. Nous avons donc besoin, à gauche, d'une nouvelle théorie de l'Etat qui, sans retourner au mythe totalitaire, redonne un sens à l'idéal de souveraineté. Sans cela, il n'y aura pas de gauche européenne au XXI<sup>e</sup> siècle.